

COMMUNIQUÉ

Diffusion immédiate

Nouveau rapport de l'INSPQ sur le VIH : la COCQ-SIDA interpelle les partis politiques pour freiner l'épidémie

Montréal, le 3 septembre 2026 – Au Québec, le VIH continue d'être diagnostiqué trop tard et en trop grand nombre – alors que les outils pour le prévenir, le dépister et le traiter existent. Selon le [nouveau rapport de l'INSPQ](#), on constate une augmentation alarmante du nombre de cas de VIH en 2024 (**462**), en comparaison avec 2019 (**299**), avant la pandémie de COVID-19. Sachant qu'une réponse efficace au VIH passe par une forte volonté politique, la COCQ-SIDA interpelle aujourd'hui les partis sur le sujet.

Le dépistage, l'accès aux soins et la réduction des méfaits : des piliers essentiels

Le dépistage est la porte d'entrée vers la prévention, le traitement et la continuité des soins. Or, les diagnostics tardifs demeurent fréquents (**44%** en 2024), révélant des obstacles persistants à l'accès au dépistage. Ces obstacles accroissent les risques de complications liées à une prise en charge tardive et augmentent la transmission du VIH.

Le Québec n'a par ailleurs pas encore atteint [les cibles 95-95-95 de l'ONUSIDA](#) en matière de dépistage et de traitement. Seulement **92%** des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut et seulement **83%** d'entre elles ont accès à un traitement. « La science nous a pourtant confirmé qu'une personne vivant avec le VIH traitée adéquatement ne transmet pas le VIH à ses partenaires ([Indétectable = Intransmissible](#)). L'accès au dépistage et aux traitements sont donc des piliers de la fin de l'épidémie qu'on ne peut pas se permettre de négliger », note Ken Monteith, directeur général de la COCQ-SIDA.

Au chapitre des avancées encourageantes, on observe une réduction du délai entre le dépistage et l'accès aux traitements chez les personnes nouvelles arrivantes. Par ailleurs, les personnes qui utilisent des drogues par injection demeurent une faible proportion des nouveaux cas, ce qui témoigne de l'efficacité des approches de réduction des méfaits. Il est donc important que celles-ci continuent d'être soutenues.

Les partis interpellés

Dans le cadre de la campagne électorale québécoise de 2026, [la COCQ-SIDA a transmis aux partis politiques une série de questions](#) sur les enjeux qui touchent les

personnes vivant avec le VIH et les communautés les plus affectées par ce dernier.

Les données publiées aujourd'hui appellent des engagements clairs du prochain gouvernement afin de faciliter l'accès au dépistage, à la prévention et aux soins, tout en assurant un soutien durable aux activités de réduction des méfaits.

La Coalition publiera les réponses reçues – ainsi que les non-réponses – [sur son site Web](#), le 9 septembre à 15h.

– 30 –

À propos de la COCQ-SIDA :

La COCQ-SIDA a pour mission de regrouper les organismes communautaires québécois impliqués dans la lutte contre le VIH/sida et exerce son leadership afin de susciter, soutenir, consolider et promouvoir l'action communautaire autonome face à la lutte contre le VIH/sida sur le territoire québécois.

Source des données :

Institut national de santé publique du Québec, [Programme de surveillance de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine \(VIH\) au Québec : rapport 2023 et 2024](#).

Pour un condensé, vous pouvez aussi consulter [l'infographie de l'INSPQ](#) ou [notre vidéo résumé](#).

Pour une entrevue avec :

Ken Monteith, directeur général, COCQ-SIDA

Pour toute question sur les dossiers défendus par la COCQ-SIDA

ou

Benoit Racette, coordonnateur, Droits et plaidoyer, COCQ-SIDA

Pour toute question sur les engagements électoraux liés à la lutte contre le VIH

Contactez :

Thérèse Yelle, responsable des contenus numériques, COCQ-SIDA

514 968 8278 - adjcommunication@cocqsida.com

Disponible jeudi 3 septembre et de retour le mardi 8 septembre

ou

Guillaume Leclair, agent de projets en communication, COCQ-SIDA

819 440 7062 - sidcommunication@cocqsida.com

Disponible vendredi 4 septembre